

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

**DIRECTION de la REGLEMENTATION  
des LIBERTES PUBLIQUES  
et de l'ENVIRONNEMENT**

**ARRÊTÉ**

Bureau de l'Environnement  
et de la Concertation Locale

Arrêté de mise en demeure

**LE PREFET DE SAONE-et-LOIRE**  
**Chevalier de la légion d'honneur**  
**Chevalier de l'ordre national du mérite**

**Sté ENDESA France – SNET**  
**2 rue Jacques Daguerre**  
**92565 RUEIL MALMAISON Cedex**

**Etablissement : Centrale de Lucy**  
**20 quai de Moulins – BP 121**  
**71305 MONTCEAU LES MINES CEDEX**

**N° 09-03290**

VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V et son article L514-1,

VU l'arrêté préfectoral n° 08-05804 du 18 novembre 2008 autorisant la société ENDESA France - SNET à exploiter une centrale thermique à Montceau-les-Mines,

VU le rapport d'incident transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées le 26 juin 2009,

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 8 juillet 2009,

**Considérant** que l'exploitant a rejeté des effluents non autorisés par l'arrêté préfectoral d'autorisation vers le milieu naturel,

**Considérant** que ces effluents contiennent du fioul lourd,

**Considérant** que l'exploitant a pollué le milieu naturel « La Bourbince » en rejetant du fioul lourd,

**Considérant** qu'une mise en conformité du stockage de fioul lourd et de ses installations connexes est nécessaire pour prévenir les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement,

**SUR** proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE
--------

**ARTICLE 1er :**

La Société ENDESA - SNET est mise en demeure de respecter :

- l'article 4.3.7 de son arrêté préfectoral d'autorisation concernant les caractéristiques générales de l'ensemble des rejets, sans délai,
- l'article 4.3.5 de son arrêté préfectoral d'autorisation concernant les rejets d'effluents autorisés au point identifié « B » dans le milieu récepteur « La bourbince », sous un délai de 1 mois,
- les articles 8.6.1, 8.6.2, 8.6.3 et 8.6.4 de son arrêté préfectoral d'autorisation concernant les liquides inflammables, sous un délai de 6 mois.

**ARTICLE 2**

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1, il pourra être fait application des procédures prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES**

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, M. le Maire de Montceau-les-mines, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera faite à :

- M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône,
- M. le maire de Montceau-les-mines
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, 15-17 avenue Jean Bertin - 21000 Dijon
- l'exploitant

Mâcon, le 27 JUL. 2009

Le préfet  
Pour le Préfet,

Le Sous-Préfet  
Directeur de Cabinet,

Christian CHASSAING